

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 février 2025

SAUVEGARDER ET PÉRENNISER LES EMPLOIS INDUSTRIELS EN EMPÊCHANT LES
LICENCIEMENTS BOURSIERS - (N° 931)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 20

présenté par

Mme Nosbé, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas,
M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard,
M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon,
Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour,
Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud,
Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq,
M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud,
M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur,
Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal,
M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais,
Mme Stambach-Terreiro, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 6

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI-NFP souhaite supprimer cet article qui ne vise qu'à dissuader toute politique économique protectrice et régulatrice au motif que d'autres pays, libéraux, ne la pratiquent pas et que cela menacerait la compétitivité de notre économie.

L'auteur de l'amendement ayant conduit à introduire en tant qu'article cette demande de rapport voudrait propager l'idée qu'il n'y a "pas d'alternative" à la politique qu'il défend, soi-disant raisonnée et raisonnable, la libérale.

Il se fait le relai des angoisses patronales : interdire les licenciements abusifs lorsqu'ils sont permis ailleurs, n'est-ce pas menacer la "compétitivité" du pays ?

Cet argument éculé est topique de la droite : chaque progrès social doit mener le pays à la catastrophe. Il en allait de l'abolition de l'esclavage, de l'interdiction du travail des enfants, de la

reconnaissance des droits syndicaux et de grève, de l'instauration de la journée de 8 heures, des congés payés, du passage aux 35 heures hebdomadaires de travail... Il n'en fût rien.

C'est bien davantage la politique macroniste qui est une catastrophe économique : l'emploi disparaît, les inégalités et même la pauvreté explosent, les richesses se concentrent de plus en plus au profit de quelques uns.

300 000 emplois sont menacés mais il faudrait prendre la peine d'investiguer plus avant si des mesures relevant du volontarisme politique afin de maintenir des emplois supprimés par des entreprises très profitables ne menacerait par la compétitivité du pays.

Mais à quoi doit servir cette "compétitivité" ? Une économie internationale est-elle soutenable lorsque chacun propose le nivellement social et écologique par le bas ?

Nous proposons une politique alternative, où la réponse aux besoins populaires, la protection des salariés passent avant le service de grands intérêts privés dans l'espoir du ruissellement. Où les grands choix économiques de la nation sont subordonnés à un contrôle citoyen. Où les profiteurs de crise et de misère sont sanctionnés et mis à contribution au moins à hauteur de ce qu'ils ont détourné de la collectivité.